

Et si la France s'attaquait enfin à l'illettrisme

La France bonnet d'âne des pays de l'OCDE (1) pour l'illettrisme. 10 % des Français sont concernés. Dans un essai, Thierry Lepaon propose de réduire par deux ce pourcentage.

Entretien



Thierry Lepaon, délégué interministériel à la langue française, ex-secrétaire général de la CGT.

La France bonnet d'âne des pays de l'OCDE pour l'illettrisme. Difficile à admettre au pays de Jules Ferry ?

La France se classe au 22^e rang sur 24 des pays de l'OCDE dans ce domaine. En France aujourd'hui, 10 % de la population n'est pas en mesure de lire ou de comprendre un texte familial.

Les immigrés sont les principaux concernés ?

Non, si on s'en tient à l'enquête de l'Insee, qui montre que sur les 4,5 millions de personnes en difficultés graves ou fortes avec la langue française, près de 3 millions ont été scolarisées en France, soit 7 % de la population adulte. En revanche, pour les 1,5 million de personnes qui n'ont pas été scolarisées en France, cela représente près de 40 % de la population adulte immigrée, ce qui est énorme !

L'école est en cause ?

95 % des jeunes savent lire et compter en sortant du système scolaire. Mais les bases ne sont pas suffisamment solides pour les plus fragiles. Ce qu'ils ont appris, ils peuvent le désapprendre en fonction de leur parcours professionnel. J'en ai pris conscience lorsque j'étais chaudronnier et syndicaliste à Moulinex. Un jour, Martine,



10 % de la population active n'est pas en mesure de comprendre un texte familial.

une camarade, m'a dit : les tracts, je préférerais qu'on les lise collectivement. Syndicalement, je trouvais la démarche intéressante. Jusqu'à ce que je comprenne qu'elle ne savait pas lire.

Pourquoi nos voisins européens sont-ils moins touchés par ce phénomène ?

On pense que c'est à l'école de tout régler. En Allemagne ou en Grande-Bretagne, on peut continuer à apprendre la langue dans le cadre de la formation professionnelle. Ce n'est pas le cas en France.

Quelles sont les régions les plus touchées ?

Le Grand Est et le Nord de la France sont particulièrement touchés. L'illettrisme crée des trappes de misère et

d'exclusion, de violence aussi. Quand on n'arrive plus à lire ni à compter, on se tape dessus. La citoyenneté passe par la langue.

Vous craignez désormais le développement d'un illettrisme numérique.

13 % des Français ne savent pas envoyer un mail. Si on leur supprime la Poste, on fait comment ? Cette nouvelle fracture peut faire des dégâts. On doit y remédier. Cela passe par de la formation.

Est-ce qu'on peut casser cette spirale de l'échec ?

Tout le monde y a intérêt. Car l'illettrisme coûte très cher à la société. Il enferme certains de nos concitoyens dans la pauvreté. Les rendant ensuite dépendants des minima sociaux.

Laisser s'installer l'illettrisme, c'est aussi fragiliser ce pays. Ce n'est pas un hasard si Manuel Valls a demandé de réfléchir à la fracture linguistique après les attentats de *Charlie Hebdo*.

Vous fixez même un objectif ambitieux ?

Je propose de réduire par deux le taux d'illettrisme en France d'ici à 2025 en mettant le paquet sur les quartiers prioritaires de la ville, sans pour autant délaisser les zones rurales. Pour les migrants qui s'installent en France, il faudrait multiplier par trois le nombre d'heures de cours de français, pour arriver à 600 heures contre 200 aujourd'hui. C'est lorsqu'ils arrivent qu'il faut leur apprendre la langue. Sur le terrain, les élus de proximité sont un relais indispensable. On a aussi besoin de créer une pédagogie certifiante. Permettre à celui qui n'a jamais rien eu de décrocher un diplôme, c'est lui donner envie d'apprendre.

Emmanuel Macron vous soutient-il ?

Il est sensible à cette question. Le président de la République s'est fixé comme mission de réconcilier les Français avec la lecture, la culture et la citoyenneté. On le voit à travers la réforme de la formation professionnelle. Elle doit profiter à ceux qui en ont le plus besoin.

Propos recueillis par
Patrice MOYON.

(1) Organisation de coopération et de développement économiques

Osons vaincre l'illettrisme, préface de Martin Hirsch, postface de Jean-Louis Borloo, éditions Le Robert, 160 pages, 14,90 €.